

DELIBERATION N° 2018-89

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

DU 25 SEPTEMBRE 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants, et L.954-2,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux Enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu la circulaire ministérielle DGRH A1-2 n°0023 du 17 février 2017 précisant les modalités de création d'un régime d'intéressement sur le fondement de l'article L 954-2 du code de l'éducation au sein des établissements publics d'enseignement supérieur ayant accédé aux responsabilités et compétences élargies ;
Vu l'avis du Comité Technique de l'UNS en date du 22 mai 2018,
Vu l'avis du Comité Technique de l'UNS en date du 21 septembre 2018,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-Président du Conseil d'Administration de l'Université Nice Sophia-Antipolis,

DECIDE de la création d'un régime d'intéressement dans le cadre des projets européens du type « ERASMUS+ », comme suit :

Article 1 : Contexte et objectifs associés à ce régime d'intéressement

Le programme Erasmus a été créé en 1987. Depuis 2014, il regroupe les autres programmes de mobilité européens sous le nom Erasmus+. Ce nouveau programme Erasmus+ vise à soutenir des actions dans les domaines de l'enseignement, de la formation, de la jeunesse et du sport pour la période 2014-2020.

Le programme Erasmus+ pour l'enseignement supérieur contribue à la réalisation d'un espace européen de l'enseignement supérieur en poursuivant plusieurs objectifs dont :

- L'amélioration de la qualité et le renforcement de la dimension européenne de l'enseignement supérieur ;
- L'accroissement de la mobilité des étudiants, des enseignants et du personnel universitaire ;
- Le renforcement de la coopération multilatérale ;
- La transparence et la reconnaissance des qualifications acquises.

Le programme favorise les actions de mobilité en Europe. Il facilite également les actions de coopération par le biais des partenariats stratégiques, des alliances de la connaissance ou des projets de développement des capacités.

Le régime d'intéressement établi concerne les personnels impliqués dans le cadre de projets européens de type « ERASMUS+ ». Il contribue ainsi aux objectifs de l'Etablissement qui visent notamment le développement des partenariats internationaux de l'UNS soutenus par l'Union européenne et, partant, à son internationalisation et son rayonnement. Le régime d'intéressement vise en effet à permettre et accroître la participation de l'UNS - en tant qu'établissement coordinateur ou partenaire - à des projets européens en matière de formation, sélectionnés et cofinancés par l'Union européenne dans le cadre du projet Erasmus+.

Les projets européens de type « Erasmus+ » reposent sur une participation financière de l'Union européenne, qui couvre plusieurs types de dépenses. Parmi celles-ci figurent les frais de personnels (« staff costs »), correspondant au temps consacré à la réalisation des activités du projet européen. Chaque projet est régi par une convention conclue avec l'Union européenne ou l'Agence nationale Erasmus+, qui définit notamment une enveloppe de « staff costs » correspondant aux activités validées. Ainsi, un nombre de jours est défini par catégorie d'activités réalisées dans le projet. L'Union européenne

valide donc en amont une somme versée à l'établissement pour la rémunération des jours d'activité dans le cadre du projet.

A chaque type d'activité (manager, formateur/expert, technicien, administratif) est appliqué un taux journalier établi par l'EACEA (par pays). Ce n'est donc pas le statut administratif de la personne au sein de l'établissement mais la nature de l'activité réalisée qui commande la catégorie de rémunération appliquée.

La réalisation des activités donne lieu à l'établissement de feuilles de temps (« time sheets ») et des « joint declarations » pour toutes les personnes pour lesquelles des jours de travail sont déclarés.

Sur cette base, la réalisation des projets donne lieu à un suivi de la part de l'Union européenne. Lui sont remis un rapport intermédiaire à mi-parcours et un rapport final, accompagnés de l'ensemble des pièces justificatives. La validation du projet repose ainsi sur une évaluation détaillée de la part de l'Union européenne. Des audits peuvent, le cas échéant, venir compléter la vérification au terme du projet.

Deux situations sont possibles en matière d'utilisation des staff costs par l'établissement :

+ **COMPENSATION** : certains staff costs constituent un remboursement par l'UE d'heures passées par des agents de l'université sur des projets européens dans le cadre de leur charge de travail ordinaire.

+ **COMPLÉMENT** : certains staff costs permettent le paiement d'heures passées par des agents sur le projet européen en plus de leur charge de travail ordinaire.

Cela est souvent le cas en pratique, en raison des spécificités des projets Erasmus+, qui reposent sur des actions qui ne relèvent pas des activités ordinaires des agents, que ce soit les tâches de fond, mais aussi de gestion administrative (contrôle qualité...) ou de gestion financière (actions de reporting, audits...).

Ainsi, dans un grand nombre de cas, des personnels effectuent des heures de travail qui ne relèvent pas de leurs attributions ordinaires et qui sont indispensables à la réalisation du projet par les institutions européennes. Il apparaît donc légitime, au regard de l'importance de ces projets dans la stratégie de développement et de visibilité internationale de l'établissement, de valoriser ces heures effectuées pour le projet européen en plus de celles relevant du poste occupé.

L'objectif est donc d'établir un dispositif permettant d'AMÉLIORER LA REMUNERATION DES PERSONNELS QUI SE SONT INVESTIS, AU-DELA DE LEURS FONCTIONS ORDINAIRES, DANS LES ACTIVITES LIEES A UN PROJET ERASMUS+ et en ont permis la réalisation, conformément à la politique d'internationalisation de l'établissement, qui repose notamment sur la participation aux projets européens et à la stratégie de l'Union européenne dans ce domaine.

Article 2 – Les catégories de personnels concernés :

Les personnes éligibles au dispositif proposé sont l'ensemble des personnels chercheurs, enseignants-chercheurs, les professeurs du second degré affectés dans l'enseignement supérieur (Professeurs agrégés ou certifiés), titulaires et contractuels, attachés temporaire d'enseignement et de recherche, maîtres de conférence et professeurs associés, BIATSS titulaires et contractuels, qui exercent leur activité au sein de l'Université Nice Sophia Antipolis. Toutefois, pour les BIATSS, l'accord du supérieur hiérarchique direct (n+1) de l'agent doit être obtenu préalablement à la réalisation de l'activité : d'une part, sur le principe de sa participation et, d'autre part, sur le caractère complémentaire de cette activité.

Article 3 – Modalités d'attribution

L'attribution de toute rémunération au titre du présent régime d'intéressement repose sur l'évaluation de l'atteinte des objectifs de la politique de l'établissement en la matière.

L'évaluation de la mise en œuvre du présent régime d'intéressement est réalisée au regard de l'accomplissement des résultats et objectifs de chacun des projets, sur la base des activités définies au titre du projet tel que sélectionné et validé par l'Agence en charge du programme Erasmus+. Elle s'appuie ainsi en particulier sur les rapports d'activité soumis à l'Agence pour chaque projet, qui rendent compte de manière détaillée de toutes les activités réalisées en lien avec les objectifs définis.

Sur la base de la décision du CA de faire bénéficier les personnels du dispositif d'intéressement au titre du projet européen concerné, la mise en œuvre du paiement implique que le responsable pédagogique du projet déclare, pour chaque participant, le nombre de jours travaillés par activité réalisée, conformément aux enveloppes octroyées par l'UE pour chaque type d'activités.

Le responsable pédagogique du projet devra également valider individuellement, par un avis favorable, l'atteinte des objectifs en remplissant pour chaque agent une fiche récapitulative des missions réalisées (document « project timesheet ») et du respect des critères qualitatifs (notamment le respect des échéances) et quantitatifs (par exemple le

nombre de mobilités accomplies) définis pour le projet. Sur cette base, le Vice-président aux relations internationales donne également un avis favorable à la lumière de l'évaluation quant à la contribution aux objectifs de l'établissement.

Article 4 – Montant maximal d'intéressement par bénéficiaire :

Le plafond annuel individuel de ce dispositif ne devra pas excéder le montant de l'indemnité pour charge administrative perçue annuellement par le Président de l'Université.

Pour chaque bénéficiaire, dans la limite du plafond ainsi fixé par le CA et sur la base des informations fournies par le responsable pédagogique, le Président fixe le montant de la rémunération au titre du présent régime d'intéressement.

Article 5 – Modalités de versement :

A la fin de chaque année universitaire, le responsable pédagogique transmet au Vice-président aux relations internationales les documents d'évaluation visés à l'article 3. Sous condition de l'avis favorable de ce dernier, la rémunération au titre du présent régime d'intéressement est mise en paiement.

Article 6 – Enveloppe budgétaire du dispositif

Chaque projet européen est présenté au Conseil d'administration par une fiche synthétique précisant :

Type / Titre / Rôle et tâches UNS / Subvention pour l'UNS / Montant des « staff costs » pour l'UNS / Nom du responsable pédagogique / Nombre de jours par catégorie d'activités. La fiche synthétique pour l'année 2018 est annexée à la présente délibération.

Le Conseil d'administration établit l'enveloppe budgétaire annuelle pour le dispositif sur la base des enveloppes financières affectées à l'établissement par l'Union européenne pour les différents projets européens concernés.

Pour l'année 2018, le montant maximal de cette enveloppe est de 170 000 €.

Un bilan sera réalisé en fin d'exercice budgétaire présentant le cumul des montants exécutés dans le cadre du dispositif de l'année concernée.

En fonction du nombre de projets Erasmus+ auxquels l'Université Nice Sophia Antipolis participera, le montant de l'enveloppe annuelle pourra être modifié par une nouvelle délibération du Conseil d'administration.

Article 7 - Mise en application

La présente délibération entre en vigueur à compter de son adoption par le Conseil d'administration.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : **25**

Fait à Nice, le

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : **2018-89**

TRANSMISE AU RECTEUR :

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

